

Anlage C., zum Antrage des Senats.

C o n v e n t i o n
d'Amitié, de Commerce et de Navigation

entre

les Républiques libres et Anséatiques de Bremen, Lubeck et
Hambourg, et les Etats Unis d'Amérique.

Washington, le 20. December 1827.

La République et ville libre et Anséatique de Bremen, la République et ville libre et Anséatique de Lubeck, et la République et ville libre et Anséatique de Hambourg (chacun de ces Etats pour soi séparément) d'une part, et les Etats Unis d'Amérique d'autre part, désirant accorder plus de facilités à leurs relations commerciales et établir les privilèges de leur navigation sur les bases de la libéralité la plus étendue, sont convenus d'arrêter d'une manière claire, distincte et positive, par une Convention d'Amitié, de Commerce et de Navigation les règles qui doivent être observées entre Eux.

Pour atteindre ce but désirable, le Sénat de la République et ville libre et Anséatique de Bremen, le Sénat de la République et ville libre et Anséatique de Lubeck, et le Sénat de la République et ville libre et Anséatique de Hambourg ont muni de pleins-pouvoirs Vincent Rumpff, leur Ministre plénipotentiaire près les Etats Unis d'Amérique, et le Président des Etats Unis d'Amérique a muni de pleins-pouvoirs Henry Clay, leur Secrétaire d'Etat; lesquels, après avoir échangé leurs dits pleins-pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté les articles suivans:

Article I.

Les Parties contractantes conviennent que toutes sortes de productions, manufactures ou marchandises, provenant de quelque pays étranger que ce soit, qui, de temps à autre, pourront être légalement importées dans l'une des dites Républiques Anséatiques de Bremen, Lubeck et Hambourg par leurs propres bâtimens, pourront aussi y être importées

par les bâtimens des Etats Unis, et qu'il ne sera imposé ni perçu sur le tonnage ou la cargaison du bâtiment d'autres ni de plus forts droits, soit que l'importation ait lieu par bâtimens de l'une des dites Républiques, soit par ceux des Etats Unis: Et pareillement, que toutes sortes de productions, manufactures ou marchandises, provenant de quelque pays étranger que ce soit, qui, de temps à autre, pourront être légalement importées dans les Etats Unis, par bâtimens des dits Etats, pourront également y être importées par les bâtimens des dites Républiques Anséatiques, et qu'il ne sera imposé ni perçu, sur le tonnage ou la cargaison du bâtiment, d'autres ni de plus forts droits, soit que l'importation ait lieu par bâtimens de l'une des Parties, soit par ceux de l'autre. Elles conviennent en outre que tout ce qui pourra être légalement exporté ou ré-exporté, pour quelque pays étranger que ce soit, par les bâtimens de l'une des Parties contractantes, pourra également en être exporté ou ré-exporté par ceux de l'autre Partie; et les mêmes droits, primes et remboursemens de droits seront perçus et alloués, soit que l'exportation ou la ré-exportation ait lieu par bâtimens de l'une des Parties, soit par ceux de l'autre. Il ne sera imposé, dans les ports de l'une des deux Parties, sur les bâtimens de l'autre aucuns droits ou charges, de quelque nature qu'ils puissent être, plus forts ou autres que ceux qui seront imposés dans les mêmes ports sur les bâtimens nationaux.

Article II.

Il ne sera imposé d'autres ni de plus forts droits sur l'importation dans les Républiques libres et Anséatiques de Bremen, Lubeck et Hambourg des articles provenant du sol ou des manufactures des Etats Unis, et il ne sera imposé d'autres ni de plus forts droits sur l'importation dans les Etats Unis des articles provenant du sol ou des manufactures des dites Républiques, que ceux qui sont ou seront imposés sur les mêmes articles provenant du sol ou des manufactures de tout autre pays étranger. De même il ne sera imposé par l'une des Parties sur l'exportation de quelque article que ce soit, pour les Républiques libres et Anséatiques de Bremen, Lubeck et Hambourg ou pour les Etats Unis respectivement, d'autres ni de plus forts droits que ceux qui sont ou seront imposés sur l'exportation des mêmes articles pour tout autre pays étranger. De même il ne sera imposé sur l'importation ou sur l'exportation des articles provenant du sol ou des manufactures des Républiques libres et Anséatiques de Bremen, Lubeck et Hambourg ou des Etats Unis, à l'entrée ou à la sortie des ports des Républiques Anséatiques ou de ceux de l'autre Partie, aucune prohibition qui ne soit pas également applicable à toute autre nation.

Article III.

Il ne sera accordé, ni directement ni indirectement, par l'une ou par l'autre des Parties contractantes, ni par aucune compagnie, corporation ou agent

agent agissant en son nom ou par son autorité, aucune priorité ou préférence quelconque pour l'achat d'aucune production du sol ou de l'industrie de leurs Etats respectifs importée dans le territoire de l'autre, à cause ou en considération de la nationalité du navire qui aurait transporté cette production, soit qu'il appartienne à l'une des Parties, soit à l'autre, l'intention bien positive des deux Parties contractantes étant qu'aucune différence ou distinction quelconque n'ait lieu à cet égard.

Article IV.

En considération de l'étendue limitée des territoires des Républiques de Bremen, Lubeck et Hambourg et de l'intime liaison de commerce et de navigation subsistante entre ces Républiques, il est ici stipulé et convenu que tout navire appartenant exclusivement à un ou plusieurs Citoyens de l'une ou des autres des dites Républiques et dont le capitaine sera aussi Citoyen de l'une des dites Républiques, pourvu que les trois quarts de l'équipage se composent de Citoyens ou de Sujets d'une ou de plusieurs des dites Républiques ou d'un ou de plusieurs des Etats de la Confédération Germanique; le dit navire sera considéré, pour tous les objets de cette Convention, comme navire appartenant à Bremen, Lubeck ou Hambourg.

Article V.

Tout bâtiment ainsi que sa cargaison appartenant à l'une des Républiques Anseatiques de Bremen, Lubeck et Hambourg et venant de l'un des ports des sus-dites Républiques aux Etats Unis, sera considéré, pour tous les objets de cette Convention, comme venant de la République à laquelle il appartient, quoique dans le fait ce port ne soit pas celui d'où il aurait fait voile, et tout bâtiment des Etats Unis ainsi que sa cargaison trafiquant directement ou successivement avec les ports de Bremen, Lubeck et Hambourg, sera placé, pour ces mêmes objets, sur le même pied qu'un bâtiment Anseatique et sa cargaison faisant le même voyage.

Article VI.

Il est en outre convenu que les négocians, capitaines de navires et autres Citoyens des deux Parties pourront eux-mêmes diriger librement leurs propres affaires dans tous les ports et places soumis à la juridiction de chacune d'elles, tant pour ce qui a rapport à la consignation et à la vente en gros et en détail de leurs denrées et marchandises, que pour ce qui regarde le chargement, déchargement et expédition de leurs bâtimens, en se conformant aux lois, décrets et usages y établis auxquels les Citoyens de l'Etat sont assujettis: ils seront dans tous ces cas traités comme Sujets de la République dans laquelle ils résideront, ou du moins ils seront placés sur le même pied que les Citoyens ou Sujets de la nation la plus favorisée.

Article VII.

Les Citoyens de chacune des Parties contractantes pourront disposer de leurs biens personnels dans les limites de la juridiction de l'autre par vente, donation, testament ou autrement, et leurs héritiers, étant Citoyens de l'autre Partie, succéderont aux dits biens personnels, soit en vertu d'un testament, soit ab intestato, ils pourront en prendre possession, soit en personne, soit par d'autres agissant en leur place, et ils en disposeront à leur volonté en ne payant d'autres droits que ceux auxquels les habitans du pays où se trouvent les dits biens sont assujettis en pareille occasion. Et si, dans le cas de biens immeubles, les dits héritiers ne pouvaient entrer en jouissance de l'héritage à cause de leur qualité d'étrangers, il leur sera accordé un délai de trois ans pour en disposer à leur gré et pour en retirer le produit sans obstacle et exempt de tous droits de détraction de la part des Gouvernemens des Etats respectifs.

Article VIII.

Les deux Parties contractantes promettent et s'engagent formellement d'accorder leur protection spéciale aux personnes et propriétés des Citoyens de chacune d'elles, quelles que soient leurs occupations, qui pourraient se trouver dans les territoires soumis à leur juridiction, soit pour y voyager, soit pour y séjourner, leur accordant pleine liberté de recourir aux cours de justice pour leurs affaires litigieuses, aux mêmes conditions qui seront accordées par l'usage aux Citoyens du pays où ils se trouveront, et d'employer dans leurs procès, pour la défense de leurs droits, tels avocats, avoués, notaires, agens ou mandataires qu'ils trouveront convenable de choisir; et les dits Citoyens et leurs agens jouiront de la même liberté que ceux du pays d'assister aux décisions et sentences des tribunaux, dans tous les cas où ils s'y trouveront intéressés, ainsi qu'à l'examen des témoins appelés dans les dits procès.

Article IX.

Les Parties contractantes désirant vivre en paix et harmonie avec toutes les nations de la terre, en observant envers chacune également une politique franche et amicale, s'engagent mutuellement à n'accorder aucune faveur particulière à d'autres nations, en fait de commerce et de navigation, qui ne devienne aussitôt commune à l'autre Partie; et celle-ci jouira de cette faveur gratuitement, si la concession est gratuite, ou en accordant la même compensation, si la concession est conditionnelle.

Article X.

La présente Convention sera en vigueur pendant douze ans à dater de ce jour, et au-delà de ce terme, jusqu'à l'expiration de douze mois après que l'un ou l'autre des Gouvernemens des Républiques Anséatiques de Bremen, Lubeck et Hambourg d'une part, ou le Gouvernement des Etats Unis d'autre

d'autre part, aura annoncé à l'autre son intention de la terminer, chacune des Parties contractantes se réservant le droit de faire à l'autre une telle déclaration au bout des douze ans susmentionnés; et il est convenu entre elles qu'à l'expiration de douze mois après qu'une telle déclaration de l'une des Parties aura été reçue par l'autre, cette Convention et toutes les stipulations y contenues, cesseront d'être obligatoires par rapport aux Etats qui donneront ou recevront cette déclaration: bien entendu et convenu, que si l'une ou plusieurs des dites Républiques Anséatiques, à l'expiration de douze ans à dater de ce jour, donnent ou reçoivent la déclaration de la cessation proposée de cette Convention, la dite Convention restera néanmoins en pleine force et effet, par rapport à celle ou à celles des Républiques Anséatiques qui n'aura ou qui n'auront ni donné ni reçu cette déclaration.

Article XI.

La présente Convention étant approuvée et ratifiée par les Sénats des Républiques Anséatiques de Bremen, Lubeck et Hambourg et par le Président des Etats Unis, par et avec l'avis et le consentement du Sénat des dits Etats, les ratifications en seront échangées à Washington, dans l'espace de neuf mois à dater de ce jour, ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires des Parties contractantes ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait par quadruplicata en la Cité de Washington, le vingt Decembre l'an de grâce mil-huit-cent-vingt-sept, et le cinquante-deuxième de l'Indépendance des Etats Unis d'Amérique.

(L. S.) *V. Rumpff.*

(L. S.) *H. Clay.*

Uebersetzung.**Freundschafts-, Handels- und Schiffahrts-Vertrag**

zwischen

den Freistaaten und Hansestädten Bremen, Lübeck und Hamburg,
und den Vereinigten Staaten von America.

Washington, den 20. December 1827.

Die Republik und freie Hansestadt Bremen, die Republik und freie Hansestadt Lübeck und die Republik und freie Hansestadt Hamburg (jeder dieser Staaten für sich besonders) einerseits, und die Vereinigten Staaten von America andererseits; in Folge des Wunsches, ihre Handels-Beziehungen mehr zu erleichtern und ihre Schiffahrts-Privilegien auf den Grund der vollkommensten Liberalität festzusetzen, sind übereingekommen, durch einen Freundschafts-, Handels- und Schiffahrts-Vertrag die zwischen ihnen zu beobachtenden Grundsätze auf eine deutliche, genaue und verbindende Weise zu bestimmen.

Um diesen erwünschten Zweck zu erreichen, haben der Senat der Republik und freien Hansestadt Bremen, der Senat der Republik und freien Hansestadt Lübeck und der Senat der Republik und freien Hansestadt Hamburg ihrem bevollmächtigten Minister bei den Vereinigten Staaten von America, Vincent Kumpff und der Präsident der Vereinigten Staaten von America deren Staatssecretair, Heinrich Clay Vollmachten erteilt, welche, nachdem sie die in gütiger Form befundenen Vollmachten ausgewechselt, die folgenden Artikel festgesetzt haben:

Artikel I.

Die contrahirenden Theile sind einverstanden, daß alle Arten von Producten, Manufactur- und Kaufmanns-Waaren, aus welchem fremden Lande sie auch herrühren mögen, welche von Zeit zu Zeit in einen der Hanseatischen Freistaaten Bremen, Lübeck und Hamburg durch deren eigene Schiffe gesetzmäßig eingeführt werden können, daselbst auch durch die Schiffe der Vereinigten Staaten eingeführt werden dürfen, und daß weder auf die Tonnenlast noch auf die Ladung des Schiffes andere oder größere Abgaben aufgelegt oder erhoben werden dürfen, die Einfuhr mag durch Schiffe einer jener Freistaaten oder durch die der Vereinigten Staaten geschehen, und gleichmäßig, daß alle Arten von Producten, Manufactur- und Kaufmanns-Waaren, aus welchem fremden Lande sie auch herrühren mögen, welche von Zeit zu Zeit in die

Bereinigten Staaten durch deren Schiffe gesetzmäßig eingeführt werden können, auf gleiche Art durch die Schiffe der genannten Hanseatischen Freistaaten eingeführt werden dürfen, und daß weder auf die Tonnenlast noch auf die Ladung des Schiffes andere oder größere Abgaben aufgelegt oder erhoben werden dürfen, die Einfuhr mag durch Schiffe des einen oder durch die des andern contrahirenden Theiles geschehen. Sie sind außerdem übereingekommen, daß Alles, was durch Schiffe des einen der contrahirenden Theile gesetzmäßig ausgeführt oder zurück: ausgeführt werden kann, nach welchem fremden Lande es auch sey, gleichmäßig durch die des andern Theiles ausgeführt oder zurück: ausgeführt werden darf, und daß, die Ausfuhr oder die Rück: Ausfuhr mag durch Schiffe des einen oder durch die des andern Theiles geschehen, die nämlichen Abgaben, Prämien und Rückzahlungen der Abgaben erhoben und zugestanden werden sollen. In den Häven jedes der contrahirenden Theile dürfen den Schiffen des andern Theiles keine größere oder andere Abgaben oder Lasten, von welcher Art sie auch seyn mögen, aufgelegt werden, als in den nämlichen Häven den Schiffen der Nationalen.

Artikel II.

In den Hanseatischen Freistaaten Bremen, Lübeck und Hamburg sollen auf die Einfuhr der Producte des Bodens oder der Manufacturen der Vereinigten Staaten, und in den Vereinigten Staaten sollen auf die Einfuhr der Producte des Bodens oder der Manufacturen der genannten Freistaaten keine andere oder größere Abgaben gelegt werden, als auf die nämlichen Gegenstände, welche aus irgend einem andern fremden Staate herrühren, gelegt sind oder künftig gelegt werden. Auch sollen auf die Ausfuhr irgend eines Gegenstandes nach den Hanseatischen Freistaaten Bremen, Lübeck und Hamburg, oder — beziehungsweise — nach den Vereinigten Staaten, keine andern oder größern Abgaben, als die, welche auf die Ausfuhr der nämlichen Gegenstände nach irgend einem andern auswärtigen Lande jetzt oder künftig Statt finden, gelegt werden. Gleichfalls soll für die Einfuhr oder die Ausfuhr der von dem Boden oder den Manufacturen der Hanseatischen Freistaaten Bremen, Lübeck und Hamburg oder der Vereinigten Staaten herrührenden Gegenstände weder bei der Ankunft noch bei dem Abgange in den Häven der Hanseatischen Freistaaten oder in denen des andern contrahirenden Theils irgend ein Verbot, was nicht gleichmäßig gegen jede andere Nation anzuwenden wäre, Statt finden.

Artikel III.

Keine Voranstellung oder irgend ein Vorzug soll bei dem Ankauf von irgend einem Producte des Bodens oder der Industrie der betreffenden Staaten, welche in das Gebiet des andern Staats eingeführt wird, aus dem Grunde oder in Berücksichtigung der Nationalität des solches Product einbringenden Schiffes, es mag dem einen oder dem andern der contrahirenden Theile gehören, durch einen oder den andern dieser Theile noch durch irgend eine in dessen Namen oder Ermächtigung handelnde Gesellschaft, Corporation oder Geschäftsführer weder direct noch indirect zugestanden werden; indem es beider contrahirenden Theile sehr bestimmter Wille ist, daß keinerlei Abweichung oder Unterscheidung dieserhalb sey.

Artikel IV.

Artikel IV.

In Betracht der beschränkten Ausdehnung der Gebiete der Freistaaten Bremen, Lübeck und Hamburg, und der zwischen ihnen bestehenden genauen Verbindung des Handels und der Schifffahrt, ist festgesetzt und verabredet worden, daß jedes Schiff, welches ausschließlich einem oder mehreren Bürgern der einen oder der andern der genannten Freistaaten gehört, und dessen Capitain auch Bürger der einen oder der andern derselben ist, in Bezug auf alle Gegenstände dieses Vertrags, als ein Bremisches, Lübeckisches oder Hamburgisches Schiff betrachtet werden soll, falls drei Vierteltheile der Schiffsmannschaft aus Bürgern oder Untergehörigen einer oder mehrerer der genannten Freistaaten oder eines oder mehrerer der Staaten des Deutschen Bundes bestehen.

Artikel V.

Jedes Fahrzeug, gleich wie dessen Ladung, welches einem der Hanseatischen Freistaaten Bremen, Lübeck und Hamburg gehört, und aus einem der genannten Freistaaten nach den Vereinigten Staaten kommt, soll für alle Gegenstände dieses Vertrags angesehen werden, als komme es aus dem Staate, welchem es angehört, wenn auch in der Wirklichkeit der Haven, von welchem es abgesegelt, nicht zu jenem gehört, und jedes Fahrzeug der Vereinigten Staaten nebst dessen Ladung, welches direct oder successiv mit den Häven von Bremen, Lübeck und Hamburg Handel treibt, soll für diese nämlichen Gegenstände auf den nämlichen Fuß behandelt werden, als ein Hanseatisches Fahrzeug, welches die nämliche Reise machen würde.

Artikel VI.

Uebrigens ist auch verabredet, daß die Kaufleute, Schiffs-Capitains und andere Bürger der beiden contrahirenden Theile ihre eigenen Geschäfte persönlich in allen Häven und Plätzen, welche der Gerichtsbarkeit eines Jeden unter ihnen unterworfen sind, frei betreiben dürfen, sowohl in Betreff der Consignation, des Verkaufs ihrer Güter und Waaren im Großen oder im Detail, als auch dessen, was die Einladung, Ausladung und Abfertigung ihrer Schiffe betrifft, insofern sie sich nach den dort geltenden Gesetzen, Anordnungen und Gewohnheiten, welchen die Bürger des Staats unterworfen sind, richten. Sie werden in allen Fällen wie die Untergehörigen des Staats, in welchem sie sich aufhalten, oder wenigstens auf den nämlichen Fuß wie die Bürger oder Unterthanen der begünstigsten Nation behandelt werden.

Artikel VII.

Die Bürger eines jeden der contrahirenden Theile dürfen im Umfange der Gerichtsbarkeit des Andern durch Kauf, Schenkung, letzten Willen oder auf andere Art über ihr persönliches Eigenthum verfügen, und ihre Erben, wenn sie Bürger des andern contrahirenden Theils sind, werden in deren gedachtes Vermögen succediren, sey es Kraft eines Testaments oder ab intestato, und können davon sowohl in Person als durch Geschäftsführer Besitz ergreifen. Sie dürfen nach Gefallen darüber verfügen, ohne größere Abgaben als die, welchen die Einwohner des Landes, wo das Vermögen sich befindet, im gleichen Falle unterworfen sind, zu entrichten. Wenn

etwa bei unbeweglichem Vermögen die gedachten Erben wegen ihrer Eigenschaft als Fremde in den Nießbrauch der Erbschaft nicht eintreten können, wird ihnen eine dreijährige Frist, um darüber nach Gefallen zu verfügen und den Erlös ohne Hinderniß zu beziehen, befreiet von aller Abzugssteuer, von den Regierungen der theilhaftigen Staaten zugestanden werden.

Artikel VIII.

Die beiden contrahirenden Theile versprechen und machen sich förmlich verbindlich, den Personen und dem Eigenthum der Bürger eines Jeden unter ihnen, welche sich auf den ihrer Gerichtsbarkeit unterworfenen Gebieten befinden möchten, von welcher Art deren Beschäftigung auch wären, sey es bei Reisen oder bei einem Aufenthalte, ihren besondern Schutz zu gewähren, indem sie ihnen volle Freiheit zugestehen, bei Streitsachen unter denselben Bedingungen, welche nach dem Gebrauch für die Bürger des Landes, wo sie sich befinden, gelten, bei den Gerichten Hülfe zu suchen, und bei ihren Processen zur Vertheidigung ihrer Rechte solche Advocaten, Anwälde, Notare, Agenten oder Bevollmächtigte anzunehmen, welche zu wählen sie zuträglich erachten. Die gedachten Bürger und ihre Agenten werden die nämliche Befugniß, wie die Einheimischen haben, bei den Entscheidungen und Erkenntnissen der Gerichte, in allen Fällen, wo sie dabei theilhaftig sind, so wie bei der Abhörung der bei den gedachten Processen vorgeforderten Zeugen, gegenwärtig zu seyn.

Artikel IX.

Die contrahirenden Theile, welche mit allen Nationen der Erde in Friede und Eintracht zu leben wünschen, bei gleicher Beobachtung einer offenen und freundschaftlichen Politik gegen jede, verbinden sich wechselseitig, andern Nationen keine besondere Begünstigung bei Handel und Schifffahrt einzuräumen, welche nicht zugleich auch dem andern contrahirenden Theile zugestanden würde, und dieser wird, falls solche Begünstigung ohne Ersatz gewährt wird, sie auch so genießen, oder, wenn jene bedingterweise geschieht, unter Bewilligung der nämlichen Gegenleistung.

Artikel X.

Der gegenwärtige Vertrag soll vom heutigen Tage an zwölf Jahre in Kraft bleiben, und überdem bis nach Ablauf von zwölf Monaten, nachdem die eine oder die andere der Regierungen der Hanseatischen Freistaaten Bremen, Lübeck und Hamburg einerseits, oder die Regierung der Vereinigten Staaten andererseits, die Absicht ihn zu endigen, dem Andern angekündigt haben wird; indem jeder der contrahirenden Theile die Befugniß, gegen den Andern am Ende der gedachten zwölf Jahre eine solche Erklärung abzugeben, sich vorbehält. Es ist dabei zwischen ihnen verabredet, daß bei dem Ablauf der zwölf Monate, nachdem eine solche Erklärung des einen Theils bei dem Andern eingegangen, dieser Vertrag und alle seine Bestimmungen in Bezug auf die Staaten, welche obige Erklärung gegeben und erhalten haben, ihre verbindliche Kraft verlieren; welches so zu verstehen und verabredet worden, daß wenn einer oder mehrere der genannten Hanseatischen Freistaaten bei Ablauf der zwölf Jahre vom heutigen Tage die Erklärung über das angetragene Aufhören dieses Vertrags

trags abgeben oder erhalten sollte, derselbe dessen ungeachtet in voller Kraft und Wirkung in Bezug auf diejenigen oder diejenigen der Hanseatischen Freistaaten bleiben solle, welche solche Erklärung weder abgegeben, noch erhalten haben.

Artikel XI.

Nachdem der gegenwärtige Vertrag durch die Senate der Hanseatischen Freistaaten Bremen, Lübeck und Hamburg, und durch den Präsidenten der Vereinigten Staaten nach und mit der Billigung und Zustimmung des Senates der genannten Staaten gebilligt worden, sollen die Ratificationen in einem Zeitraum von neun Monaten vom heutigen Tage, oder früher, wenn es geschehen kann, in Washington ausgewechselt werden.

Zur Urkunde dessen haben die Bevollmächtigten der contrahirenden Theile den gegenwärtigen Vertrag unterzeichnet und ihre Siegel begedrückt.

In vierfachen Exemplaren ausgefertigt in der Stadt Washington, den zwanzigsten December des Jahres des Heils Eintausend acht hundert und sieben und zwanzig, und im zwei und funfzigsten der Unabhängigkeit der Vereinigten Staaten von Amerika.

(L. S.)

B. Rumpff.

(L. S.)

H. Clay.

Die erste der beiden Theile ist die Beschreibung der Naturgeschichte der Provinz, die zweite die Geschichte der Provinz.

Kapitel XI

Die Provinz ist eine der größten und reichsten Provinzen des Reichs.

Die Provinz ist eine der größten und reichsten Provinzen des Reichs.

Die Provinz ist eine der größten und reichsten Provinzen des Reichs.

Die Provinz ist eine der größten und reichsten Provinzen des Reichs.

Die Provinz ist eine der größten und reichsten Provinzen des Reichs.

Die Provinz ist eine der größten und reichsten Provinzen des Reichs.

Die Provinz ist eine der größten und reichsten Provinzen des Reichs.

Die Provinz ist eine der größten und reichsten Provinzen des Reichs.

Die Provinz ist eine der größten und reichsten Provinzen des Reichs.

Die Provinz ist eine der größten und reichsten Provinzen des Reichs.

Die Provinz ist eine der größten und reichsten Provinzen des Reichs.

Die Provinz ist eine der größten und reichsten Provinzen des Reichs.

Die Provinz ist eine der größten und reichsten Provinzen des Reichs.

Die Provinz ist eine der größten und reichsten Provinzen des Reichs.

Die Provinz ist eine der größten und reichsten Provinzen des Reichs.

Die Provinz ist eine der größten und reichsten Provinzen des Reichs.

Die Provinz ist eine der größten und reichsten Provinzen des Reichs.

Die Provinz ist eine der größten und reichsten Provinzen des Reichs.

Die Provinz ist eine der größten und reichsten Provinzen des Reichs.

Die Provinz ist eine der größten und reichsten Provinzen des Reichs.

Die Provinz ist eine der größten und reichsten Provinzen des Reichs.

Die Provinz ist eine der größten und reichsten Provinzen des Reichs.

Die Provinz ist eine der größten und reichsten Provinzen des Reichs.

Die Provinz ist eine der größten und reichsten Provinzen des Reichs.

Die Provinz ist eine der größten und reichsten Provinzen des Reichs.

Die Provinz ist eine der größten und reichsten Provinzen des Reichs.